

Démocratiser l'économie

Frédéric Legault et Simon Tremblay-Pepin

Numéro 820, printemps 2023

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/101350ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Legault, F. & Tremblay-Pepin, S. (2023). Démocratiser l'économie. *Relations*, (820), 53–55.

3 de 4

Ceci est le troisième de quatre articles sur l'économie politique. Une série qui se complètera dans notre prochain numéro.

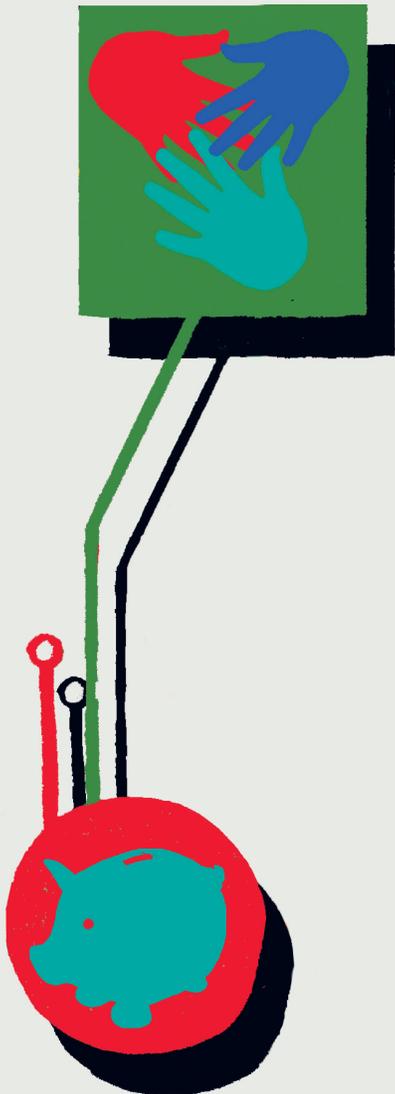


Illustration : Alain Reno

DÉMOCRATISER L'ÉCONOMIE

...

La planification démocratique de l'économie repose sur un principe de coordination collective et démocratique de l'activité économique. Elle permet d'imaginer dès aujourd'hui une sortie des modèles capitalistes et hiérarchiques d'organisation de la vie.

Frédéric Legault et Simon Tremblay-Pepin

Les auteurs sont respectivement enseignant en sociologie au Collège Ahuntsic et professeur à l'École d'innovation sociale Élisabeth-Bruyère de l'Université Saint-Paul

Dépasser le capitalisme ne sera pas une promenade de santé. Convaincre les gens de s'engager dans ce qui s'annonce comme une lutte risquée, complexe et prolongée pour mettre sur pied une société qui réorganiserait en profondeur notre mode de vie est – c'est le moins qu'on puisse dire – un pari qui s'est révélé historiquement périlleux. Nous croyons que pour stimuler la lutte pour le dépassement du capitalisme et pour répondre à certaines craintes légitimes, il est nécessaire d'éclaircir le contenu de ce qui pourrait remplacer le capitalisme.

La planification démocratique de l'économie

Depuis quelques années, nous travaillons avec des chercheurs et chercheuses de différents milieux et disciplines sur un ensemble de modèles économiques post-capitalistes¹. Développés en opposition au capitalisme aussi bien qu'au modèle soviétique, ceux-ci ont comme idée maîtresse la planification démocratique de l'économie. S'ils diffèrent dans leurs modes d'application, ces modèles se rejoignent sur quelques points : la socialisation et l'autogestion des moyens de production, la démocratisation de la prise de décision économique, l'égalisation des salaires et des tâches ainsi que la participation des parties prenantes aux décisions les concernant.

Essentiellement, la planification démocratique de l'économie est un mode de production qui permet de coordonner l'ensemble de l'activité économique (production, consommation, investissement) d'une société par le biais d'institutions démocratiques. C'est une proposition qui vise avant tout à redonner le pouvoir décisionnel à ceux et celles qui sont concernées par les décisions économiques. La démocratisation de l'économie peut se penser à trois échelles : nos milieux de travail, nos milieux de vie, et la société dans son ensemble.

Démocratiser les entreprises

La démocratisation la plus simple à envisager (mais pas nécessairement à mettre en place) est celle de nos milieux de travail. Cette proposition reviendrait

à généraliser le modèle de l'économie sociale à l'ensemble des lieux de production du Québec. Ce modèle, fondé sur la gestion collective et démocratique des entreprises, a une longue histoire au Québec, où on compte déjà 11 200 entreprises collectives et 220 000 personnes² travaillant dans des organisations démocratiques. Juridiquement, la démocratisation de l'ensemble des entreprises prendrait la forme de l'abolition progressive de l'entreprise à but lucratif. Si le chemin pour atteindre cet objectif peut varier, trois étapes peuvent être identifiées : d'abord, réserver les subsides de l'État aux entreprises d'économie sociale; ensuite, interdire le démarrage d'entreprises non démocratiques et, enfin, démocratiser les entreprises restantes. En bout de piste, dans ce modèle, les travailleuses et les travailleurs d'une entreprise démocratique seraient les seules à prendre les décisions concernant leur fonctionnement interne. *Bye bye boss!*

Cependant, certaines décisions communes à toutes les entreprises devraient être prises sur la base de lignes directrices décidées à l'échelle de la société. Pendant la transition vers une économie planifiée démocratiquement, l'État pourrait jouer un rôle pour déterminer ces objectifs communs et coordonner les efforts des différents secteurs. Cependant, à terme, la structure étatique serait remplacée par une combinaison de forums de prise de décisions politiques plus largement démocratiques que les parlements d'aujourd'hui, de fédérations d'entreprises collectives et d'espaces de coordination économique.

Parmi les balises communes qui pourraient être établies, on peut envisager une politique économique établissant un revenu minimum et un revenu maximum qui serait adoptée à l'échelle nationale afin de permettre à tout le monde de satisfaire ses besoins (revenu minimum) tout en évitant que les limites planétaires soient dépassées ou que les inégalités explosent (revenu maximum). L'abolition de la forme hiérarchique de l'entreprise comme forme dominante permettrait aussi de réorganiser le monde du travail dans l'intérêt des travailleuses et des travailleurs et, ainsi, de redonner un sens au travail pour la grande majorité d'entre nous.

Pour éviter qu'une dynamique de concurrence et que l'impératif de maximisation des profits ne persistent, les entreprises collectives devraient être mises en réseau et être coordonnées formellement entre elles par des fédérations nationales, régionales et sectorielles. Le cœur du travail de production serait donc axé sur leur capacité commune à coopérer entre elles pour atteindre des objectifs collectifs de production. La contrainte à la croissance économique s'en trouverait amoindrie et avec elle, ses méfaits sociaux et écologiques.

Comment peut-on définir ces objectifs de production collectivement? On connaît aujourd'hui deux options pour établir les

priorités économiques. La première : des gens au sommet de la hiérarchie sociale décident des grands objectifs économiques. C'est l'option de l'économie féodale, mais aussi celle de la planification centralisée de l'Union soviétique et de la plupart des grandes corporations du monde d'aujourd'hui : Amazon, Walmart, Apple et Volkswagen sont toutes des économies planifiées centralisées. Notons que la technologie d'aujourd'hui rend la planification économique à grande échelle beaucoup plus facile qu'elle ne l'était au temps de Brejnev. La deuxième option, c'est la proposition du capitalisme : la contrainte à la maximisation des profits des acteurs atomisés décide elle-même du devenir de nos sociétés au détriment des intérêts des populations et des écosystèmes.

La planification démocratique propose une troisième voie : l'établissement démocratique des priorités collectives, c'est-à-dire la participation de tous et toutes à la prise de décisions sur les grandes orientations de la société. Faire un premier pas dans cette direction consisterait à démocratiser les prises de décisions portant sur les investissements économiques importants. Cette option pourrait se concrétiser, par exemple, par des fédérations d'entreprises de chaque secteur de l'économie qui transmettent leurs besoins d'investissement à une organisation qui a pour mandat de proposer une variété de plans économiques — dans le secteur privé comme dans le secteur public, lesquels tendraient à se confondre à mesure que la démocratisation des milieux de travail avancerait. Ces propositions pourraient ensuite être soumises à l'ensemble de la population afin d'en débattre. Les choix difficiles, qui sont ceux de tous les gouvernements d'aujourd'hui, deviendraient donc des choix collectifs, ce qui augmenterait les chances d'une distribution équitable des ressources et réduirait la frustration souvent générée par le fait de ne pas avoir participé à la décision.

Démocratiser les banques

Pour faciliter la mise en place de ce type de système économique, des institutions bancaires démocratiques seraient également nécessaires. La démocratisation de certaines institutions financières permettrait de reprendre du pouvoir en matière de création monétaire et de mieux aligner notre économie sur des objectifs de satisfaction des besoins et de respect des limites planétaires. La mise en place de banques communautaires permettrait de financer des projets visant à assurer une offre de services financiers diversifiée, complémentaire et arrimée aux besoins de la collectivité.

Plutôt que de convaincre un banquier de la rentabilité de son projet, par exemple, une entrepreneure devrait ainsi convaincre un comité formé de membres de la collectivité de la désirabilité et de la viabilité de celui-ci. Ces banques communautaires tiendraient compte d'une multiplicité de facteurs avant de prendre leurs décisions : les effets d'un

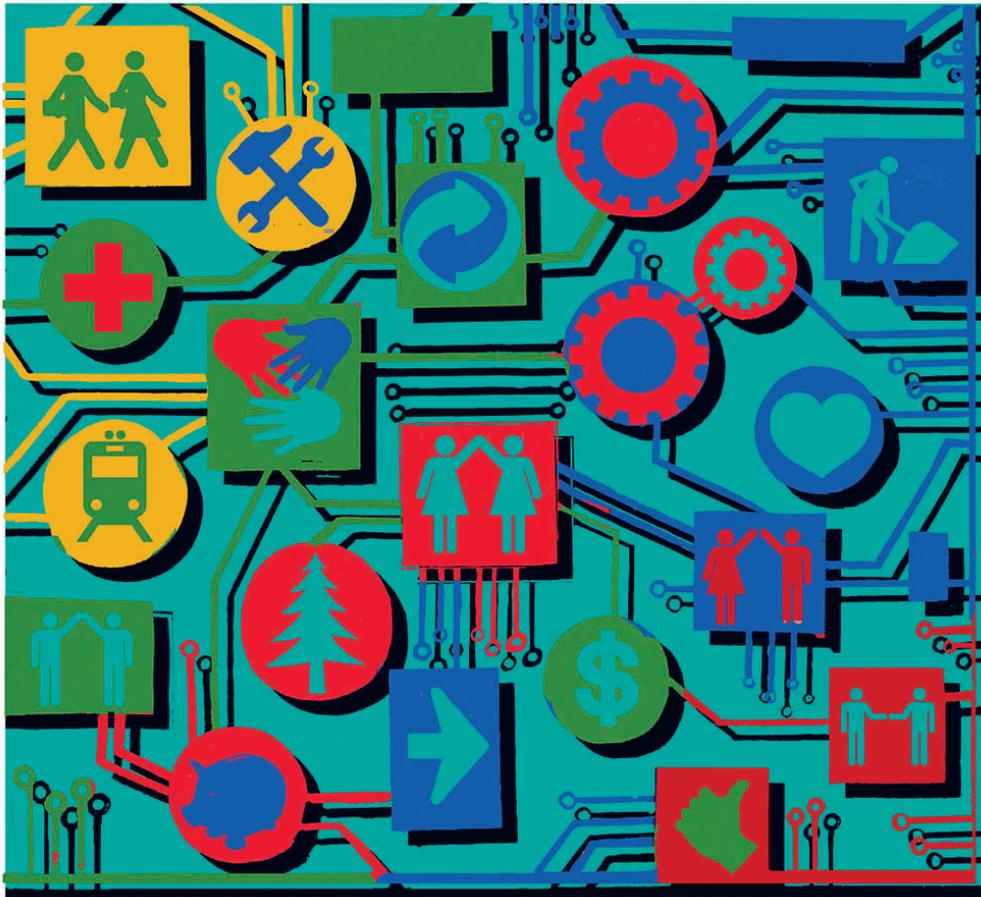


Illustration : Alain Reno

projet sur la communauté ou l'environnement, l'atteinte des objectifs collectifs, etc. Il est évidemment plus facile de décider sur la base d'autres critères que le profit lorsque la maximisation de celui-ci n'agit pas comme une loi d'airain qui pèse sur chacune des entreprises. En ce moment, au Québec, la Caisse d'économie solidaire est un exemple d'institution financière qui va dans la direction que nous proposons.

La crise écologique dans laquelle nous a entraînés le capitalisme nous force aujourd'hui soit à contracter le métabolisme de nos sociétés, soit à réduire la quantité de ressources et d'énergie que nous utilisons. Pour y arriver, les dynamiques de concurrence et de croissance doivent être remplacées par des dynamiques de collaboration et de bien-vivre que permettrait un régime de propriété collective. En mettant en place un système dans lequel les entreprises ne seraient pas contraintes de maximiser leurs profits pour

survivre, il serait possible de satisfaire les besoins de tout le monde à l'intérieur des limites planétaires³. Pour éviter que cette descente énergétique et matérielle ne se fasse au détriment des plus vulnérables, ces décisions devraient être prises par et pour l'ensemble de la population, car l'économie doit avant tout être démocratique. ■

1— Audrey Laurin-Lamothe, Frédéric Legault et Simon Tremblay-Pepin, *Construire l'économie postcapitaliste*, à paraître en avril 2023, chez Lux Éditeur.

2— Selon le site Web du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie : www.economie.gouv.qc.ca/objectifs/informer/entrepreneuriat-collectif.

3— Daniel W. O'Neill, Andrew L. Fanning, William F. Lamb et Julia K. Steinberger, « A good life for all within planetary boundaries », *Nature Sustainability*, vol. 1, 2018, p. 92.

Les dynamiques de concurrence et de croissance doivent être remplacées par des dynamiques de collaboration et de bien-vivre.